



# Cadres de financement nationaux intégrés (INFFs) : L'expérience du Nigeria

Présenté par : Mme Nabila Aguele

Conseillère spéciale auprès de l'honorable ministre des Finances, du Budget et de la Planification nationale (Nigeria) et membre du groupe de travail principal de l'INFF au Nigeria.

(25 août 2021)

# Financement du développement durable au Nigeria

**Le Nigeria s'est engagé à assurer une croissance durable et inclusive et à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre du programme 2030.**

- ▶ Les aspects essentiels de la stratégie nigériane en matière d'ODD comprennent une domestication, une intégration et une mise en œuvre par le biais d'une intégration sous-nationale, d'une coordination inter-agences et d'un renforcement institutionnel.

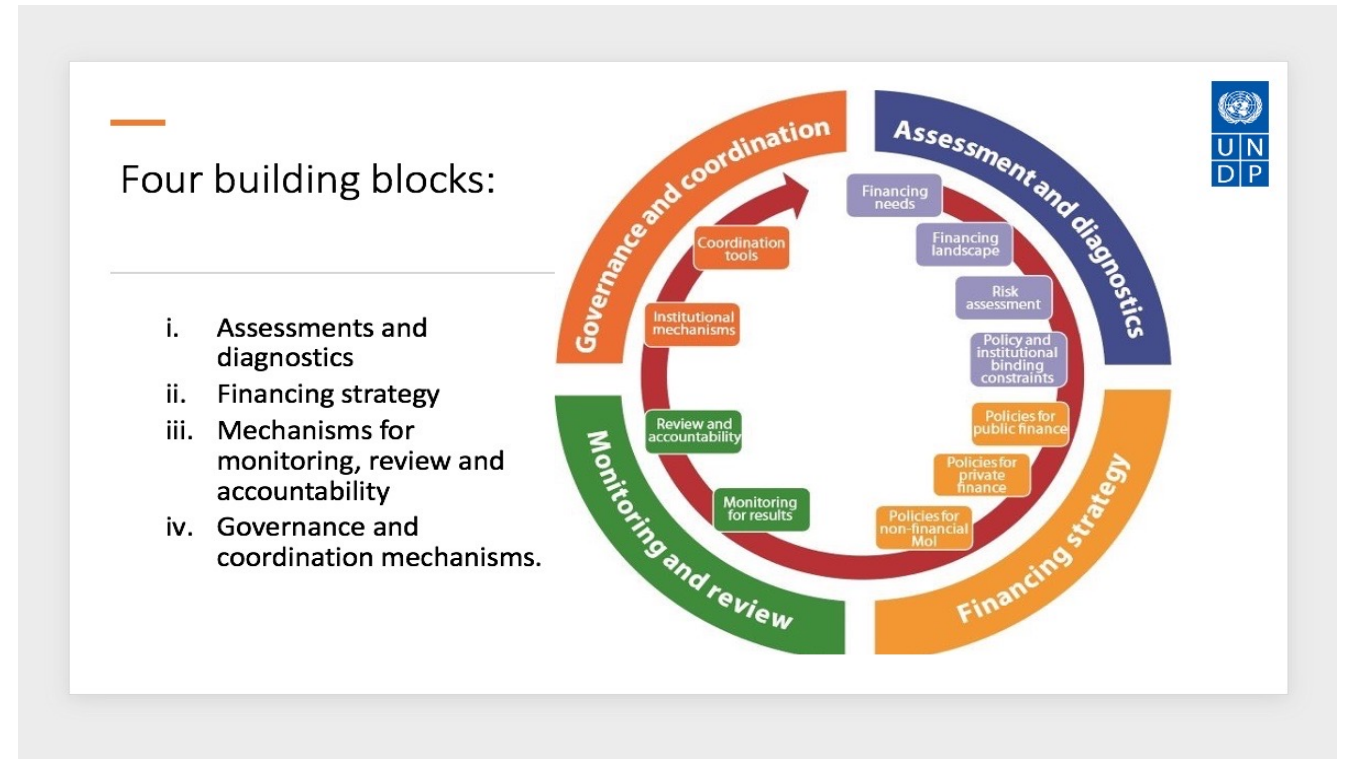
**Malgré les progrès réalisés jusqu'à présent, notre analyse et notre modélisation des données (à l'aide de l'outil domestique iSDG), estiment un déficit de financement des ODD (avant COVID) de 100 milliards de dollars US au cours des 10 prochaines années.**

- ▶ À l'instar d'autres pays, le financement et la réalisation des ODD au Nigeria restent un défi - il reste difficile de mobiliser les fonds publics et privés nécessaires au développement durable au Nigeria.
- ▶ Avec des niveaux d'endettement élevés, un espace fiscal restreint et de faibles recettes intérieures, plus de 50 % des recettes sont consacrées au paiement du service de la dette.
- ▶ Alors que nous poursuivons nos efforts pour mieux reconstruire après COVID-19, nous nous efforçons de combler de manière proactive ce déficit de financement, en partie grâce aux réformes en cours visant à favoriser l'environnement des affaires, à créer l'espace budgétaire adéquat pour les investissements et à soutenir nos efforts de diversification en dehors du pétrole et du gaz.
  - ▶ Mise en œuvre des interventions et des réformes post-COVID dans le cadre du plan de viabilité économique (ESP), notre plan de relance budgétaire.
  - ▶ Lois de finances - réformes progressives liées à nos budgets annuels, afin de soutenir la réalisation des prévisions de recettes, d'adopter des politiques budgétaire anticycliques appropriées et d'améliorer l'efficacité des incitations fiscales.
  - ▶ Initiatives stratégiques de croissance des revenus
  - ▶ L'engagement du secteur privé est essentiel - notre secteur privé doit encore exploiter pleinement les opportunités d'investissement liées aux ODD en raison d'une combinaison de facteurs, notamment un environnement commercial rigide, un manque de soutien institutionnel et des problèmes de coordination.
  - ▶ Déploiement stratégique du financement des partenaires internationaux

# Le processus de l'INFF au Nigeria

"Nous considérons que le développement d'un cadre de financement national intégré dirigé par le gouvernement est crucial, en particulier dans le contexte de la réponse à la pandémie de COVID-19, et alors que nous travaillons sur la prochaine génération de plans de développement nationaux à moyen et long terme."

- Mme (Dr.) Zainab S. Ahmed, ministre des Finances, du Budget et de la Planification nationale - Nigeria



# Structure institutionnelle pour l'INFF au Nigeria (1/2)\*

## Comité directeur de haut niveau

**Président** - Honorable Ministre des Finances, du Budget et de la Planification nationale

### Membres

#### 1. Gouvernement :

- a) Honorable Ministre d'État, Budget et Planification nationale
- b) Gouverneur de la Banque centrale du Nigeria
- c) Président du Forum des gouverneurs du Nigeria (NGF) Gouverneur
- d) Directeur général (DG) Bureau du budget de la Fédération
- e) Assistant spécial principal du président (SSAP) sur les objectifs de développement durable (ODD)

#### 2. Partenaires de développement :

- a) Coordinateur résident et humanitaire des Nations Unies (ONU)
- b) Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- c) Ambassadeur de l'Union européenne (UE) au Nigeria
- d) Banque mondiale (BM) Directeur national
- e) Représentant résident du Fonds monétaire international (FMI)
- f) Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) Directeur principal du bureau national du Nigeria
- g) Banque islamique de développement (BIsD) Directeur du centre régional d'Abuja

#### 3. Autres :

- a) Coprésident du Groupe consultatif du secteur privé (PSAG) sur les ODD

- Comité directeur multipartite de haut niveau dirigé par le gouvernement et supervisé par le ministre des finances, du budget et de la planification nationale.
- supervise le processus de l'INFF au Nigeria et détermine la portée et les objectifs spécifiques de la feuille de route de l'INFF, y compris le lien avec les réformes plus larges prévues ou en cours.
- **Le bureau de l'assistant spécial principal du président sur les objectifs de développement durable (OSSAP-SDGs) sert de secrétariat à l'INFF.**

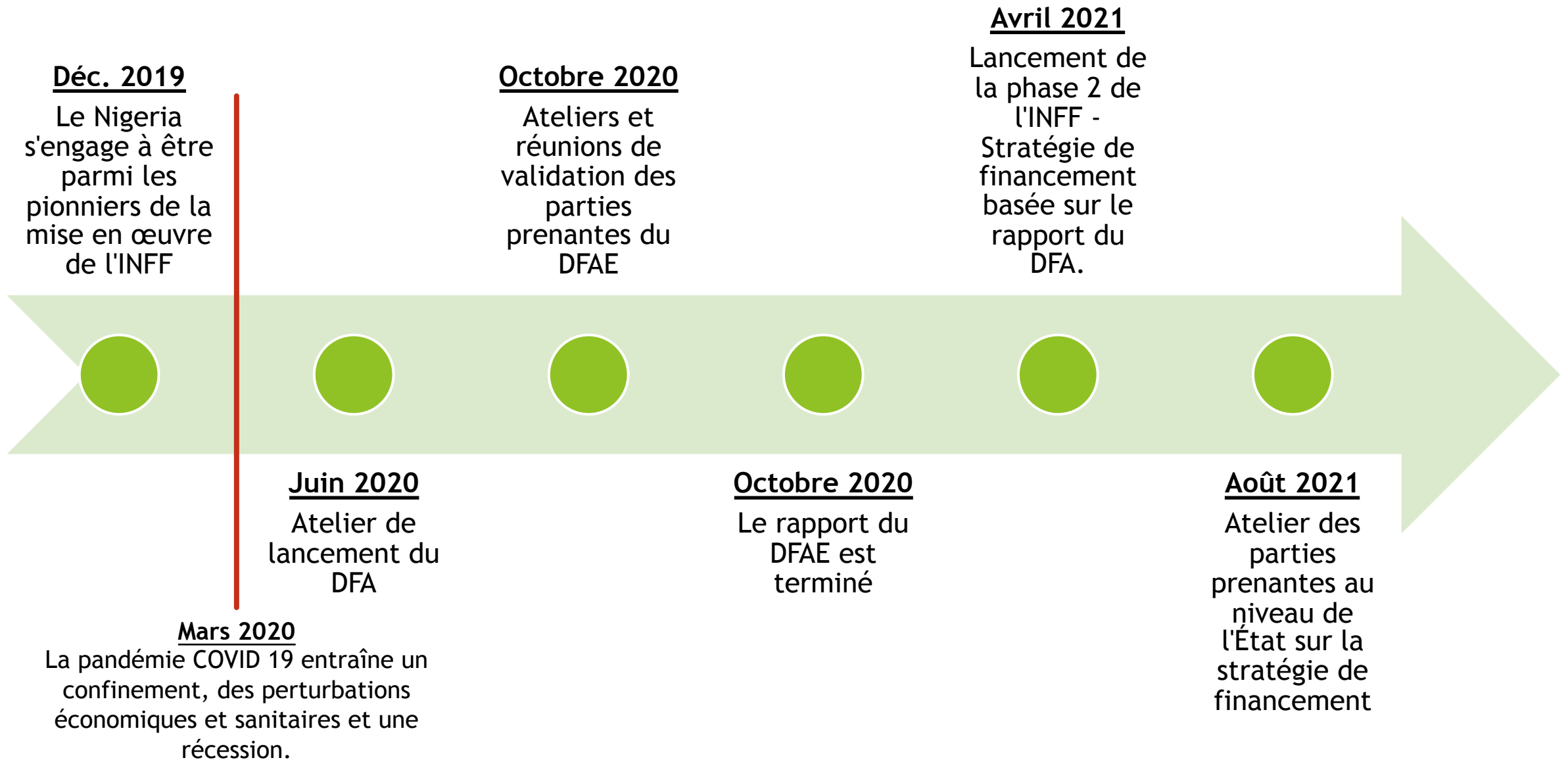
# Structure institutionnelle de l'INFF au Nigeria (2/2)\*.

## Groupe de travail principal

1. **Ministère des finances, du budget et de la planification nationale (coprésident)**
  - ▶ Directeur de l'analyse macroéconomique (coprésident)
  - ▶ Directeur des relations économiques internationales
  - ▶ Directeur économique, recherche et politique
  - ▶ Directeur, Suivi et évaluation nationale
  - ▶ Conseiller spécial de l'honorable ministre pour la gestion des performances et la coopération au développement
2. **PNUD (co-président)**
  - ▶ Conseiller économique principal PNUD
3. **OSSAP - SDGs**
  - ▶ Directeur adjoint, chef des secteurs
  - ▶ Snr. Conseiller technique
  - ▶ Assistant spécial
4. Banque centrale du Nigeria (**CBN**)
5. Bureau de gestion de la dette (**DMO**)
6. Bureau du budget de la Fédération (**BO**)
7. Bureau national des statistiques (**NBS**)
8. Union européenne (**UE**)
9. Fonds monétaire international (**FMI**)
10. Groupe consultatif du secteur privé sur les ODD (**PSAG**)
11. Groupe de la Banque africaine de développement (**AFDB**)
12. Banque islamique de développement (**ISDB**)

- Un groupe de travail principal multipartite (CWG-INFF) s'est réuni pour fournir une direction technique stratégique et un soutien au comité directeur dans la conception et la mise en œuvre de l'INFF.
- Le groupe est composé de représentants techniques de haut niveau de chacune des parties prenantes énumérées.

# Le processus de l'INFF au Nigeria : Principales étapes



# L'évaluation du financement du développement : Domaines d'intervention stratégiques

## Financement

- Est-il possible d'obtenir des niveaux de financement plus élevés ? Quelles sont les opportunités et les défis ?
- Comment le financement peut-il être utilisé de manière plus efficace et efficiente ? Comment le concept de l'INFF peut-il y contribuer et quelles réformes peuvent le renforcer ?
- Comment gérer les risques et les contraintes et progresser ?
- Examiner le cadre général de la planification et du financement au Nigeria, en se concentrant sur les exemples du FGN et des gouvernements des États.

## Renforcer le lien entre la planification et le financement

- Comment les stratégies de planification soutiennent-elles le gouvernement et les autres acteurs du financement ? Par exemple, sont-elles chiffrées et alignées, y a-t-il une fixation des priorités ?
- Quels mécanismes de retour d'information existent pour guider l'alignement du financement en fonction des priorités de développement ? Pourraient-ils être renforcés ?

## Coordination publique/privée

- Examen du climat des affaires pour les investissements du secteur privé
- Quels mécanismes institutionnels le gouvernement utilise-t-il pour coordonner ses politiques à l'égard des différents types de financement privé ? Quels sont les problèmes de capacité qui limitent la coordination au sein du gouvernement et l'engagement avec les différents acteurs du secteur privé ?
- Évaluer comment le gouvernement pourrait travailler pour capitaliser et guider des formes innovantes de financement, y compris les PPP, un financement supplémentaire de la diaspora, les CRS, les financements mixtes.

## Suivi et révision

- Comprendre les différentes façons dont le gouvernement suit et contrôle le financement. Comment pourrait-on les renforcer, ainsi que le processus de mise en œuvre efficace ?
- Comment les structures de planification et de financement sont-elles liées aux produits et aux résultats ? Quels cadres de suivi existent pour suivre les progrès ?
- Examiner les systèmes statistiques afin de déterminer dans quelle mesure les progrès en matière de développement peuvent être suivis en temps utile pour informer les processus de planification et de financement.

## Transparence et responsabilité

- Comment le gouvernement et les autres acteurs du financement partagent-ils les informations sur leurs opérations pour informer les parties prenantes intéressées ? Quelles sont les différentes normes de reporting et comment les parties prenantes au sens large perçoivent-elles que les informations fournies répondent à leurs besoins ?
- Examen de l'environnement favorable au sens large et des moyens de renforcer la confiance et la communication entre le gouvernement et les autres parties prenantes pour améliorer les résultats (par exemple, respect des règles par les contribuables, investissements du secteur privé).

# L'évaluation du financement du développement : Messages clés émergents

## 1. Un écart de financement qui se creuse : La stagnation des flux de financement du développement contraste avec l'augmentation des besoins de financement à moyen terme :

- *Adopter une double approche pour accélérer le financement des ODD :*
  - i) maximiser l'impact sur le développement des financements disponibles, en combinaison avec les mesures suivantes*
  - ii) la gouvernance et les réformes structurelles pour augmenter le financement du développement au fil du temps*

## 2. La multiplicité des stratégies, plans et instruments gouvernementaux destinés à soutenir le financement du développement risque de disperser les efforts et les ressources rares, tout en nuisant à la gouvernance (hiérarchisation peu claire, responsabilité et transparence limitées, etc :) )

- *Améliorer la cohérence verticale et horizontale en intégrant le cadre national de suivi des ODD dans les plans d'intervention (ESP), de redressement et de développement à long terme, ainsi que dans les plans d'action et les politiques de financement qui les sous-tendent au niveau fédéral et des États.*

## 3. Un INFF pourrait fournir un cadre holistique de haut niveau permettant de hiérarchiser, de coordonner et de superviser ce programme de relance multidimensionnel et d'accélérer le financement des ODD au Nigeria :

- *Utiliser l'architecture nationale existante pour la mise en œuvre des ODD (par exemple, le bureau de l'assistant spécial principal du président pour les ODD).*
- *Tirer parti de la dynamique de la deuxième VNR du Nigeria et du mécanisme de consultation qui la sous-tend pour étayer la formulation du successeur de l'ERGP.*



# Évaluation du financement du développement :

## Recommandations clés (1/3)

### Recettes publiques :

- ▶ Stratégie de recettes à moyen terme, y compris la rationalisation des incitations fiscales, la politique fiscale visant à influencer les comportements (taxe sur le carbone, taxe sur les péchés, taxe sur le sucre), la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales (TIWB).
- ▶ Rationaliser les dépenses et réduire les inefficacités :
  - subventions à l'électricité, transferts FAAC
- ▶ Élaborer une stratégie de gestion de la dette :
  - par exemple, envisager des échanges de dettes (par exemple, dette contre nature ou dette contre santé)
  - Diversifier les émissions d'obligations : Vertes, Sukuk, diaspora, niveau de l'État, municipales.
- ▶ Envisager des solutions de financement des ODD pour relier le processus budgétaire aux résultats : par exemple, budgétisation des ODD, étiquetage du budget environnemental.
- ▶ Étendre l'utilisation des meilleures pratiques en matière de collecte de recettes générées en interne dans les États afin de réduire les disparités entre les États et la dépendance excessive vis-à-vis du financement du FAAC.

### Finances publiques internationales :

- ▶ Efficacité de l'aide : Exploiter la dynamique du soutien coordonné du COVID-19 par les partenaires du développement pour améliorer l'efficacité de l'aide (transparence, coordination, alignement), par exemple les fonds fiduciaires sectoriels pour les domaines prioritaires du plan succédant à l'EGRP (santé, éducation, environnement).
- ▶ Financements mixtes : Les IFI peuvent fournir des financements mixtes pour réduire les risques liés aux projets d'infrastructure prioritaires, financer l'évaluation des projets, fournir des crédits pour rétrocéder des prêts aux PME dans l'économie "verte", etc.

# Évaluation du financement du développement : Recommandations clés (2/3)

## Flux de financement privé

Priorité = **Adopter une approche stratégique pour impliquer un plus grand nombre d'acteurs et de flux financiers privés dans le processus de formulation du plan de développement 2020-25 :**

- ▶ Adopter des stratégies de financement spécifiques pour la diaspora, les transferts de fonds, la zakat, la philanthropie, le financement par actions, l'investissement à impact, etc.
- ▶ Harmoniser les stratégies existantes du secteur privé (PME, IDE, promotion des exportations, etc.) avec les exigences du plan de développement 2020-25.
- ▶ Intégrer des critères de durabilité normalisés dans toutes les stratégies de financement privé.
- ▶ Examiner comment exploiter le capital institutionnel (international)

Envisager des mécanismes de **dialogue public-privé (PPD) véritables et efficaces** pour informer ces stratégies et discuter des contributions concrètes du secteur privé à la mise en œuvre des efforts de redressement du COVID-19.

- ▶ Cartographier/examiner les approches existantes et passées du PPD au Nigeria pour en tirer des leçons.
- ▶ S'appuyer sur ce qui fonctionne et intégrer ces PPD dans l'architecture nationale de mise en œuvre des ODD.

# Évaluation du financement du développement : Recommandations clés (3/3)

## Environnement favorable

### **Amélioration du processus budgétaire**

- ▶ Établir un calendrier budgétaire contenant des étapes spécifiques pour la production des documents clés afin d'augmenter le temps disponible pour l'examen et la consultation.
- ▶ Envisager la création d'un organisme indépendant chargé des prévisions économiques et de la fixation des principaux paramètres budgétaires, tels que le prix du pétrole et les niveaux de production prévus.
- ▶ Envisager l'utilisation de la budgétisation basée sur les résultats pour améliorer les liens entre la planification et les résultats.

### **Amélioration des données et de la transparence**

- ▶ Prendre des mesures pour garantir la publication d'informations complètes et cohérentes sur le portail "Open Treasury".
- ▶ Augmenter les ressources disponibles et améliorer la qualité du système statistique national, par exemple dans le domaine de l'enregistrement des faits d'état civil.
- ▶ Conclure la mise en place d'un registre public des bénéficiaires effectifs des sociétés

## L'élaboration d'une stratégie de financement (phase 2) est en cours (1/2).

**L'accent est mis sur l'établissement d'une stratégie et d'un cadre de financement en vue d'une meilleure intégration des processus de planification nationale et de budgétisation publique, et d'un alignement des politiques et des réglementations, en partie grâce à :**

- ▶ Analyse et examen approfondis des sources de financement au Nigeria et des politiques et stratégies pertinentes (sur la base du DFA du pays).
- ▶ Engagement de toutes les parties prenantes concernées, y compris le gouvernement fédéral, le secteur privé, les OSC, les gouvernements des États et les collectivités locales, ainsi que les partenaires du développement.

**Un atelier au niveau de l'État a été organisé en août 2021, à l'intention des commissaires d'État aux finances, des commissaires au budget et à la planification nationale et des bureaux/personnes de contact pour les ODD.**

- ▶ Une meilleure compréhension de première main des stratégies de financement de l'État, des processus opérationnels/cycles politiques et des points d'entrée nous permettra d'élaborer une stratégie de financement adaptée au contexte unique du Nigeria et à ses aspirations en matière de développement, tout en recommandant la manière dont le mécanisme de gouvernance peut être amélioré pour garantir un financement durable des ODD.

## L'élaboration d'une stratégie de financement (phase 2) est en cours (2/2).

Les prochaines étapes seront les suivantes :

- ▶ Préparation d'un cadre de financement intégré finalisé
- ▶ Rédaction d'un cadre de dépenses à moyen terme (MTF) décrivant les coûts de mise en œuvre des ODD prioritaires ainsi qu'un projet de stratégie de recettes à moyen terme (MTRS) décrivant les sources de recettes potentielles.
- ▶ Finalisation de la feuille de route et du cadre de suivi et d'évaluation de l'INFF.
- ▶ Mise en place d'un cadre pour le mécanisme de gouvernance et de coordination
- ▶ Cadre du fédéralisme fiscal et de la coordination

# Principaux enseignements tirés de l'expérience du Nigeria jusqu'à présent

- ▶ **Il est essentiel de garantir un processus INFF dirigé par le gouvernement :**
  - Appropriation et leadership des principales parties prenantes au niveau fédéral et étatique
  - tirer parti des structures existantes pour atteindre les objectifs de développement durable (par exemple, OSSAP-SDGs au Nigeria)
- ▶ Le processus de l'INFF bénéficie et aboutit à une analyse et des résultats plus riches où le secteur privé, les partenaires du développement et les dirigeants au niveau de l'État "ont un siège à la table".
- ▶ Un mélange d'engagements individuels et en petits groupes et d'ateliers thématiques plus importants pour les parties prenantes constitue un processus important pour : (1) recueillir les contributions ; (2) renforcer les capacités autour du processus INFF ; et (3) assurer l'appropriation par les parties prenantes du processus INFF et de ses résultats.
- ▶ **Il est important de tirer parti des processus existants au niveau fédéral et au niveau des États. Au Nigeria, cela inclut :**
  - Développement continu des plans nationaux de développement à moyen et long terme
  - Réformes fiscales visant à diversifier l'économie en s'éloignant des recettes pétrolières et en augmentant les recettes intérieures.
  - Structures et interventions visant à assurer une reprise résiliente et plus inclusive après COVID-19, y compris les plans de relance budgétaire, les réformes du capital humain et de la protection sociale, etc.

**Merci !**